

ACCES CAN

Le Bulletin d'information et d'analyses au service de l'immigration au Canada (Novembre Décembre 2008)

Le meilleur canal pour réussir son immigration

EDITORIAL

L'anglais au Québec comme le français au Canada

Table des matières

Canada

Des provinces résistent à la crise

Formation emploi / Ontario

Le Gouvernement multiplie les possibilités d'emplois

Face à la crise économique mondiale

- Le Canada s'accroche à son leadership économique
- Le Québec à l'abri de la recession en 2009

Politique / Alberta

Un nouveau chef à la tête du Parti Libéral P. 9

Environnement

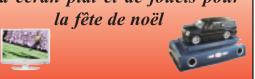
La Saskatchewan veut réduire ses émissions de gaz à effet de serre

Données sur les taux d'embauche dans les régions de Montréal

Le prix des choses

P. 20

Pour vos achats de téléviseurs à écran plat et de jouets pour la fête de noël



L'équipe d'Accès Canada uhaite un Joyeux Noël à ses clients chrétiens et

Le dollar canadien en conversion

Ce petit tableau permet d'effectuer la conversion du dollar canadien en certaines devises en fonction du taux de change sur le marché. Ainsi, à la date du 19 décembre 2008.

1 dollar canadien valait :

F CFA Dirhams (Maroc) 23728,86 Leu roumain

Dollar américain (USA)

DÉCRYPTAGE DU DISCOURS DU TRÔNE **DU 19 NOVEMBRE 2008**

Un Canada fort face à l'instabilité économique mondiale





Des informations sur votre procédure en cours

Les missions d'entrevues pour 2009 (calendrier du Québec)



Editorial

L'anglais au Québec comme le français au Canada

omprendre l'anglais au Québec est un atout, comme le français dans le reste du Canada. Une analyse du portrait démo-linguistique canadien contraint à cette idée.

En tout cas, on est tenté d'aboutir à cette thèse quand on regarde avec un œil curieux, le monde de l'emploi et les échanges économiques dans le pays.

On y compte trois catégories principales de langues. D'abord les langues officielles ou langues de la Charte (le français et l'anglais) reconnues au fédéral par la Loi sur les langues officielles de 1969. Ensuite les langues des immigrants, qui ne bénéficient d'aucun statut officiel au Canada, mais qui sont parlées ailleurs comme langues nationales ou régionales. Enfin les langues ancestrales ou des autochtones, qui ne sont pas protégés légalement au niveau fédéral.

C'est la première catégorie de langue qui retient ici notre attention. Elle est officielle. Elle renferme l'anglais et le français. Un recensement de 2001 au Canada indique que l'anglais 85% et le français 31% sont les langues les plus fréquemment parlées. Selon les chiffres du même recensement de 2001, environ un canadien sur six (18%) est capable de parler les deux langues officielles.

Et c'est justement à ce niveau que la problématique prend corps.

Est-il pertinent de penser par exemple que l'anglais n'est pas nécessaire en immigrant au Québec, province à forte dominance francophone ?

A ce sujet, Jean-Pierre Corbeil, responsa-

ble des statistiques linguistiques à Statistique Canada dispose de certaines données. « Il faut garder à l'esprit que 45% des francophones hors Québec vivent dans les communautés où ils représentent moins de 10% de la population alors que seulement 12% des anglophones du Québec sont dans cette situation ».

Dans la province, notamment dans certaines zones de l'importante ville de Montréal, (précisément au centre-ville), c'est plus de 50% des habitants qui parlent l'anglais.

Mieux l'on n'est pas sans savoir que le tourisme américain y est prépondérant. En effet, les touristes américains sont les premiers en nombre au Québec suivis des canadiens des autres provinces anglophones. Les échanges économiques qui y sont effectués également, se font à plus de 95% en anglais pour la simple raison que les partenaires économiques sont américains et canadiens.

Alors, comment trouver un bon emploi au Québec sans avoir un minimum de base en anglais? Comment faire de bonnes affaires quant on sait que la plupart des multinationales sont anglophones?

Les données du recensement de 2001 au Canada présentent bien cette situation. « Au Québec, 40% de la population utilise l'anglais au travail ; c'est-à-dire 18% le plus souvent et 22% régulièrement ».

La maîtrise de l'anglais, à défaut d'être une obligation est une nécessité pour tout immigrant qui fait le choix d'une province comme le Québec. Certes, les points relatifs





Edito

à l'anglais dans la grille de sélection ne sont pas capitaux pour l'acceptation du dossier dans de rares et importantes firmes d'immigration comme celle d' " Accès Canada", mais l'acquisition de cette langue demeure un grand atout pour réussir dans la province.

N'est ce pas, ce que les autorités canadiennes auront compris en instaurant les Programmes de langues et de Citoyenneté pour les arrivants adultes ?

Il s'agit d'un programme qui inclut l'apprentissage du français comme langue secondaire (FLS) par les canadiens anglophones et par les immigrants au Québec et l'apprentissage de l'anglais comme langue secondaire (ALS) par les francophones du Québec.

Autre paramètre, même constat. L'analyse québécoise est également celle qui pourrait se faire dans le Canada anglophone! Autrement dit, dans les autres provinces du Canada un immigrant se retrouve certainement avec un moins si le français lui constitue un handicap.

Selon les résultats du recensement de 2001, « Le pourcentage de la population utilisant le français au travail s'établissait à 26% dans l'ensemble du Canada, soit 22% qui l'utilisait le plus souvent et 4% qui l'utilisait régulièrement ».

Par ailleurs, dans les provinces anglophones de l'ouest ou même en Ontario, lorsqu'une personne arrive avec le français, elle se retrouve avantagée. Car dans les gouvernements fédéraux et provinciaux, les sociétés, les services doivent offrir le service dans les deux langues et là, les francophones sont bien rares.

C'est pourquoi, ils sont embauchés bien souvent pour leur français, ce qui n'est pas le cas au Québec.

Comme on pourrait le constater, la maîtrise des deux langues (l'anglais et le français) est un important atout pour la réussite sociale de tout immigrant en terre canadienne.

Avoir l'une en principale et l'autre en secondaire favoriserait à n'en point douter un atout pour l'intégration dans le pays. Un investissement dans ce sens, demeure pour tout arrivant au Canada, un vrai investissement en soi.

Au Québec, ville à dominance francophone, l'anglais vaut ce que vaut le français dans le Canada anglais.



Nouvelles du Canada

L'économie canadienne

En brève...

Canada

Des provinces résistent à la crise économique mondiale

Des provinces du Canada ne souffriront pas des effets pervers de l'actuelle crise économique mondiale. Les conclusions de Conference Board à ce sujet sont explicites à travers la note de conjoncture provinciale, réalisée en automne 2008.

Une croissance du PIB réel de 0,9% en 2008 et de 1,5% en 2009 est prévue au Québec.

Conference Board précise que « cette croissance sera soutenue par des perspectives prometteuses », de l'industrie aérospatiale, qui devrait contribuer au redressement des exportations en 2009.

Du côté de l'Ontario, un doute se dessine. A suivre de près les données de Conference Board, cette province devra prendre des dispositions pour contenir les conséquences des turbulences économiques mondiales à venir. Selon les mêmes sources, si le PIB est de 0,2% de croissance en 2008, elle sera de 0,8 en 2009.

En Saskatchewan, on évoque une croissance solide due à un éventail diversifié des ressources naturelles et des produits agricoles qui continueront de lui assurer une croissance des exportations. Cette province connaîtra selon Conference Board, des « croissances de PIB réel de 5,2 % en 2008 et de 3,6% en 2009 ».

Le Manitoba échappe à la tempête à cause de sa diversification. Sa croissance devrait être de 2,7% en 2008 et de 2,4% en 2009, stimulée par l'agriculture, la construction et le secteur manufacturier.

L'Alberta reste également dans cette croissance économique face aux conséquences dommageables de cette crise économique mondiale. Conference Board indique que la province de l'Alberta devrait connaître « une croissance de 1,2% en 2008 et de 2,6% en 2009 ». En 2009, la croissance de la Colombie-Britannique devrait être de 1,8%, celle de la Nouvelle-Ecosse de 1%, celle du Nouveau-

Brunswick de 0,8%, celle de l'Île-du- Prince –Edouard de 1,3% et celle de Terre-Neuve-et-Labrador de moins de 1,5%.

Face à l'actuelle période d'incertitude économique mondiale

Le Canada s'accroche à son leadership économique

I faut protéger l'avantage financier durement acquis du Canada. Mieux, accroître la stabilité du système financier face l'actuelle période d'incertitude économique que traverse le monde.

Le gouvernement canadien est en train de prendre des mesures dans ce sens. En effet, il s'agit de :

- mettre fin à la subvention que les contribuables versent aux politiciens et à leurs partis;
- réduire le coût des opérations du gouvernement et en accroître l'efficacité;
- assurer des taux de rémunération viables dans le secteur public fédéral, cette mesure s'appliquant aussi aux députés, aux sénateurs, aux ministres et aux hauts fonctionnaires, et moderniser le régime d'équité salariale;

L'honorable Jim Flaherty, ministre des Finances, l'a indiqué dans L'Enoncé économique et financier de 2008.

« Nous ne pouvons demander aux Canadiens de se serrer la ceinture en période difficile sans d'abord faire notre propre examen. Nous avons la responsabilité de faire preuve de retenue et de respect à l'égard des fonds publics. », a -t-il indiqué. Car, selon lui, il faut assurer la vigueur de l'économie canadienne, protéger les emplois, favoriser l'investissement et permettre aux entreprises de prendre de l'expansion.

Le ministre Flaherty se veut plus rassurant. « La prochaine année financière sera difficile, mais les canadiens peuvent être certains que nous allons surmonter les difficultés qui nous attendent en 2009. »



Nouvelles canadiennes

Formation- emploi dans la province d'Ontario

Le gouvernement multiplie les possibilités d'emploi

'est grâce à un programme dénommé "Travail- Etude", que le gouvernement Mcguinty a crée des possibilités d'emploi en Ontario.

Avec une aide financière de 508 500 dollars, le campus de la Cité collégiale situé à Ottawa accueillera 33 étudiants en mécanique d'automobile.

Un autre programme (Programme apprentissage-diplôme), comprenant les cours d'entreprenariat devra aider ces étudiants à lancer leur entreprise.

Selon le premier ministre, Dalton Mucguinty, « Grâce à la combinaison de la formation à l'école et des placements professionnels, un nombre accru d'étudiants d'Ottawa prendront un bon départ dans le domaine de leur choix. », a –t-il noté.

Il faut rappeler que le financement du Programme d'apprentissage-diplôme s'inscrit dans le plan d'action pour la connexion compétence-emploi, de deux milliards de dollars. Cela invite la jeunesse ontarienne à une certaine compétitivité, en leur dispensant une formation pour les emplois hautement spécialisés.

Economie et affaires

Ces secteurs accélérateurs de la croissance économique en 2008 au Québec

algré que le bois, secteur traditionnel, voire historique soit en difficulté, l'économie de la province n'est nullement essoufflée. Le niveau de l'emploi y est bien appréciable.

Depuis quelques années, on remarque que la croissance n'est plus l'apanage d'un secteur particulier. Car bien de sociétés, à en croire des sources concordantes ont « réalisé un chiffre d'affaire dont le taux moyen de croissance

était de 1457 % ».

Hormis l'informatique, les secteurs de l'alimentation, de transports, l'immobilier, le divertissement, la sécurité ... enregistrent d'enviables succès.

Performances et distinctions des entreprises La fonction publique de l'Ontario parmi les meilleurs employeurs du Canada

Le gouvernement Mcguinty a reconnu ce mérite, qui en réalité, est une première au Canada.

Il a adressé dans ce sens ses félicitations à la fonction publique de l'Ontario pour sa nomination parmi les 100 meilleurs employeurs du Canada.

La fonction publique de l'Ontario effectue plus de 40 millions de transaction avec le public par an, et exploite plus de 1800 bureaux en Ontario.

Le ministre des Services Gouvernementaux, Ted Mcmeekin en est fier. « C'est un endroit hors classe pour poursuivre une carrière. Je me réjouis qu'on l'ait reconnue ».

FACE AU RALENTISSEMENT ÉCONO-MIQUE MONDIAL

Le secteur de la construction maintient son rythme de croissance

algré la crise financière mondiale constatée dans le monde, le secteur de la construction ne connaîtra pas de ralentissement en 2009.

Cette information provient des données de la Commission de la construction du Québec (CCQ). Lesdites données prévoient une diminution des mises en chantier dans les secteurs domiciliaires, commercial et industriel. Mais, selon le CCQ, « cette diminution devrait être compensée par les investissements gouvernementaux dans les infrastructures notamment le projet du Centre Hospitalier de l'Université de Montréal CHUM), la nouvelle salle de l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM), le Chantier de l'autoroute 30 et celui de l'échangeur Turcot ».



Nouvelles canadiennes

A propos des récents taux de chômage dans les provinces du Canada

L'Alberta maintient le plus bas taux de chômage

u cours des 11 premiers mois de 2008, l'emploi a progressé de 0,8% (+133 000), soit un rythme de croissance plus lent en comparaison de celui de 2,2% (+361 000) observé au cours de la même période en 2007. Entre les mois d'octobre et novembre le taux de chômage a augmenté de 0,1 point de pour-

centage pour se situer à 6,3% sur le plan national.

Nous vous proposons ici les taux de chômage du dernier communiqué de l'Enquête sur la Population Active, (Epa) paru le 05 décembre 2008. Il s'agit des taux des mois d'octobre à novembre 2008.

Provinces	Les taux de chômage des mois d'octobre à novembre
Alberta	de 3,7 % à 3,4 %
Saskatchewan	de 4,0 % à 3,7%
Manitoba	de 4,3 % à 4,2%
Colombie- Britannique	de 5,1 % à 4,9 %
Ontario	de 6,5 % à 7,1%
Québec	de 7,2 % à 7,1%
Nouvelle-écosse.	
Nouveau Brunswick.	de 8,8 % à 8,7%
Ile-du-Prince-Edouard	de 11,5 % à 10,7%
Terre-Neuve- et Labrador	de 13,7 % à 13,7%



"Une nouvelle en profondeur..."

Décryptage du discours du Trône du 19 novembre 2008

Etat canadien fort face à l'instabilité économique mondiale

Le discours du Trône est le discours prononcé par le Premier Ministre du Canada lors de l'inauguration de chaque nouvelle législature. A l'issue des dernières élections fédérales du 14 octobre 2008, Stephen Harper a encore sacrifié à cette tradition vielle de plus de 140 ans. Les thèmes qui y ont été abordés n'ont épargné aucun domaine. L'instabilité économique mondiale actuelle a surtout préoccupé les autorités canadiennes. Elles en ont prévu d'ailleurs des mesures pour un Canada plus épanouie. Décryptage d'un discours!

¬n passant au scanner le discours du Trône du 19 novembre dernier, on se drend compte d'un souci p<mark>réoccupant.</mark> Celui de « protéger l'avenir du Canada ». Les thèmes qui y sont abordés traduisent cette volonté. La contribution du Canada à la sécurité mondiale tout en veillant à celle des canadiens ; la lutte contre les changements climatiques ; l'augmentation de l'efficacité de l'action gouvernementale sans oublier surtout, la réforme du secteur financier mondial, la gestion des finances publiques : l'incertitude économique actuelle impose aux autorités compétentes la prise de dispositions sérieuses capables de « protéger l'avenir du Canada », comme l'indique d'ailleurs le titre du discours.

Le premier ministre Stephen Harper ne manque pas de planter ici le décor morose de l'économie mondiale actuelle. Turbulence et incertitude économique hors d'ordinaire ; interminables pressions exercées sur le système financier international ; les faillites de grandes multinationales dans certains pays avec leur corollaires de chômages : La panique gagne presque tous les gouvernements des Etats du monde.

Au Canada on s'accroche. Et Stephen harper rassure. « En ces temps d'instabilité économique mondiale, notre pays jouit d'assises solides grâces au dur labeur de millions de canadiens », estime-t-il car pour lui, les mesures prises ont de la solidité. Ses comparaisons sont éloquentes.

« Nous avons appliqué des politiques différentes de celles de nombre de nos parte-



naires commerciaux. Nous avons remboursés des dettes et avons limités les dépenses. Nous avons fondé nos régimes de pension sur des bases solides et avons réinvesti dans d'importants programmes, comme ceux des soins de santé, et de l'enseignement postsecondaire. Nos banques comptent parmi les institutions financières les plus sûres et les mieux réglementés au monde. Les entreprises et les ménages canadiens ont fait preuve de prudence et évité le surendettement observé ailleurs », affirme le premier ministre.

>>



Il renouvelle la ferme volonté du gouvernement canadien à assumer et maintenir un solide leadership économique dont les retombées devront favoriser à coup sûr un épanouissement social certain .Cela se résume à la protection des citoyens en ces temps de vache maigre, à œuvrer avec la population pour préserver une meilleure postérité future, l'appuie des entreprises et travailleurs canadiens dans leur quête d'un avenir meilleur...Des dispositions attentent ou sont envisagées donc pour un réel endiguement des effets de la turbulence économique mondiale actuel. Stephen ne nie pas ce fait dans son discours.

« Notre gouvernement prône une stratégie claire pour la sécurité économique du Canada...Il continuera de gérer les finances publiques prudemment et prendra des mesures afin de soutenir l'économie d'aujourd'hui et bâtir celle de demain », informe-t-il car pour lui, il faudra bâtir un Canada plus fort.

Le réunion des premiers ministres provinciales le 10 novembre dernier de même que celle prévue au début de l'année 2009 s'inscrivent bien dans ce sens.

La réforme du secteur financier mondial a constitué un pan du discours. Un solide modèle de réglementation financière est en projet dans ce sens. Car selon le premier ministre, l'objectif principal du secteur financier est de servir l'économie. C'est pourquoi, il faudra à travers de solides institutions financières permettre par exemple « aux familles d'emprunter pour accéder à la propriété ». Il soulignera par ailleurs qu'en vue de mieux resserrer la surveillance des marchés financiers au Canada, « Le gouvernement travaillera avec les provinces à la création d'une commission des valeurs mobilières communes».

Cela ne pourrait se faire bien sûr sans une saine gestion des finances publiques. Surtout que, selon ses indications, « L'établissement de budgets responsables, le remboursement accéléré de la dette et la diminution du fardeau fiscal des particuliers et des entreprises ont conférés au Canada un avantage concurrentiel certain

La période de turbulence économique actuelle soulève des défis réels qui mettent en exergue l'importance de la sécurité d'emple pour les familles et les collectivités. Le

ploi pour les familles et les collectivités. Le gouvernement canadien, par la voix de Stephen Harper n'entend pas marchander son soutien

« Notre gouvernement prendra des mesures pour encourager les sociétés à investir dans la renouvellement du matériel et de l'outillage ».

Il ne perdra pas de vue donc la promotion de l'investissement et le commerce, de telle sorte que, « les marchandises et les services canadiens puissent atteindre les marchés de l'Europe, de l'Asie et des Etats –Unis ».

L'énergie, une ressource vitale du pays devra permettre d'ouvrir de nouvelles perspectives, et surtout accroître la création d'emplois. C'est pourquoi le gouvernement encouragera selon le premier ministre, le développement d'énergies propres. Cette sécurité énergétique sert également de tremplin pour une lutte efficace contre les changements climatiques.

« Les autorités énergétiques investissent dans le nucléaire pour atteindre leurs objectifs en matière de sécurité énergétique et de lutte contre les changements climatiques », a-t-il indiqué.

En somme en passant au peigne fin le discours du Trône du 19 novembre dernier, on constate un engagement ferme du gouvernement à œuvrer au succès continu du Canada. La tâche ne sera certainement pas facile. Car les effets pervers de la crise économique mondiale prennent déjà forme dans certains pays. Et pour preuve. Le grand Etats – Unis voisins a démarré il y seulement quelques jours, les premières heures de sa récession. Le Canada demeure encore fort et résiste à la turbulence économique qui secoue aujourd'hui la planète. Stephen Harper pense que son pays ne fléchira pas. « Notre gouvernement est résolue à assumer le solide leadership que réclament les

mer le solide leadership que réclament les canadiens. Il prendra des mesures pour protéger les citoyens en ces temps difficiles.»



L'Alberta

Superficie: 650.000 km2

Population: 3.512.368 habitants

Caractéristiques : Elle fait partie de cette étendue des trois provinces occidentales canadiennes appelées : Prairies ou Alsama (Saskatchewan, Manitoba, Alberta). L'Alberta est l'une des plus riches provinces du Canada de par ses vastes prairies fertiles, sa réserve de pétrole (deuxième au monde), premier producteur de charbon et de gaz naturel au Canada.

Selon des experts, les dépôts de sables bitumineux de l'Alberta constituent le plus important patrimoine énergétique enfoui dans la terre.

Taux de chômage : En octobre - novembre, le

taux de chômage est passé de 3,7 à 3,4% contre 6,3% sur le plan national.

Principale villes : Edmonton et Calgary. C'est également dans cette province

qu'on trouve deux des plus grands parcs nationaux notamment Banff et Jasper

Taux d'activité: 74,8%

Revenu hebdomadaire moyen: 864,28 dollars canadiens soit environ 570,42 euros

A l'issue du vote intervenu dans la province, David Swann, député de Calgary Mountain a obtenu 2500 voix et damne ainsi le pion à ses concurrents du même parti.

David Swann, nouveau patron du Parti Libéral de l'Alberta est un médecin et devra abattre un travail titanesque à la tête d'un regroupement politique provincial qui n'est pas sans difficultés.

ALBERTA

Le succès économique stimule une forte immigration

e pétrole albertain a fait passer le rythme de l'immigration à la vitesse supérieure : le pétrole attire les gens dans cette province. Selon un article paru dans le quotidien, La Presse, « la population y croit au rythme incroyable de 2,2% par année, comparativement au Québec 0,7% et l'Ontario 1,1% ».

POLITIQUE /ALBERTA

Un nouveau chef à la tête du Parti Libéral

avid Swann est le nouveau chef du Parti Libéral de la province de l'Alberta.

EDUCATION / CANADA

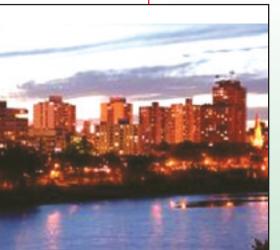
L'Alberta détient les habitants les plus instruits en Amérique du nord

'Alberta, qui compte 29 universités et collèges, se targue d'avoir les habitants les mieux qualifiés et les plus instruits en Amérique du Nord. 40% de sa population active détiennent un diplôme ou un certificat d'étude postsecondaires.









La Saskatchewan

Superficie: 651.903 km2

Population: 1.010.146 habitants.

Caractéristiques: La Saskatchewan se singularise des autres provinces par une demande mondiale tant pour la potasse que pour l'uranium. (D'ailleurs à ce niveau 30% de tout l'uranium produit dans le monde provient de la Saskatchewan).

Ainsi, du pont de vue économique, il est loisible d'observer un développement notable des activités dans les domaines de la recherche scientifique, l'agro biotechnologie et le stockage du carbone.

Taux de chômage en novembre 2008 est de 3,7% contre 4,0% au mois d'octobre de la même année, pour un

taux d'emploi de 67,3%.

Taux d'activité : 69,9% en novembre 2008 contre 70,0% le mois précédent.

Principales villes: Deux grandes villes caractérisent le Saskatchewan. Regina, la première, est connue comme pour être le berceau de la tranquillité, l'hospitalité et la chaleur de ses 200.000 habitants. Saskatoon, la seconde est réputée pour ses jardins et sentiers longeant la rivière Saskatchewan. Saskatoon est aussi la ville universitaire, la plus importante de la région, avec un campus qui s'illumine lors du festival de jazz

Revenu hebdomadaire moyen: 749,43 dollars canadiens soit 494,62 euros

ENVIRONNEMENT

La Saskatchewan veut réduire ses émissions de gaz à effet de serre

e gouvernement du Canada et le Saskatchewan s'accordent à financer des projets qui aideront la province à assainir l'air et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. 40 millions de dollars. C'est le montant qui sera

injecté dans ledit projet.

Ces fonds proviennent du Fonds du Partenariat, l'un des piliers du nouveau plan sur le changement climatique du Canada.



Le Manitoba

Superficie : 667.997 km2

Population: 1.196.291 habitants

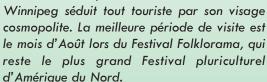
Caractéristique: C'est une autre province de l'ouest canadien. Le Manitoba jouit d'un climat subarctique, avec des hivers froids et des étés chauds. Les mois les plus chauds sont juillet et août, avec une moyenne des températures située à 30° C mais souvent accompagnées de fortes précipitations. En hiver, les températures varient entre 0 et -13°C.

S'appuyant sur un éventail de secteurs diversifiés (agriculture, fabrication, ressources naturelles, recherche et développement de pointe), l'activité économique au Manitoba reste stable.

Le taux de chômage affiché au mois de novembre dernier, selon les dernières statistiques, est de 4,2% contre 4,3% au mois précédent.

Principales villes : Deux grandes villes caracté-

risent la province du Manitoba : Churchill et Winnipeg. La première est encore appelée la "Capitale des Ours blancs". La seconde, la seule d'ailleurs d'importance du Manitoba, dispose de vastes étendue de cultures, et de parcs.



Taux d'activité : 69,7 % en novembre 2008 contre 69,5 % en octobre de la même année.

Revenu hebdomadaire moyen: 721,59 dollars canadiens soit environ 476,24 euros.



FORMATION PROFESSIONNELLE / RED RIVER COLLEGE DE WINNIPEG

Désormais une formation préalable pour le poste de chef de train

Bientôt le Red River collège de Winnipeg, pourra offrire à ses apprenants un programme de formation préalable à l'emploi, pour le poste de chef de train.

Une déclaration d'intention dans ce sens a été signée entre l'Association des Chemins de Fer du Canada (ACFC) et ladite école.

Selon le président de l'ACFC Kent Flint, il est question d'un réel perfectionnement de la main —d'œuvre. « Winnipeg jouit d'une remarquable tradition ferroviaire », a-t-il indiqué.



La Colombie Britannique

Superficie : 667.997 km2

Population: 1.196.291 habitants

Caractéristique: C'est une autre province de l'ouest canadien. Le Manitoba jouit d'un climat subarctique, avec des hivers froids et des étés chauds. Les mois les plus chauds sont juillet et août, avec une moyenne des températures située à 30° C mais souvent accompagnées de fortes précipitations. En hiver, les températures varient entre 0 et -13°C.

S'appuyant sur un éventail de secteurs diversifiés (agriculture, fabrication, ressources naturelles, recherche et

développement de pointe), l'activité économique au Manitoba reste stable.

Le taux de chômage affiché au mois de

novembre dernier, selon les récentes statistiques, est de 4,9% contre 5,1% au mois d'octobre.

Principales villes: Deux grandes villes font la réputation de la province du Manitoba: Churchill et Winnipeg. La première est encore appelée la "Capitale des Ours blancs". La seconde, la seule d'ailleurs d'importance du Manitoba, dispose de vastes étendues de cultures, et de parcs. Winnipeg séduit tout touriste par son visage cosmopolite. La meilleure période de visite est le mois d'Août lors du Festival Folklorama, qui reste le plus grand Festival pluriculturel d'Amérique du Nord.

Taux d'activité : 66,2 % en novembre 2008 contre 66,4% le mois précédent de la même année.

Revenu hebdomadaire moyen: 721,59 dollars canadiens soit environ 476,24 euros.

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Une société entreprenante

es petites entreprises emploient plus de 950.000 personnes, soit environ la moitié des emplois dans la province. Et tandis que les industries traditionnelles de la provinces telles la pêche et l'exploitation forestières demeurent des pans

importants de son économie, de nouveaux secteurs générateurs de revenus substantiels sont apparus, comme le tourisme qui, l'an dernier, y a attiré plus de 22 millions de visiteurs.



L'Ontario

Superficie: 1.076.395 km2

Population: 12. 981.787 d'habitants

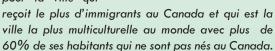
Caractéristique : Cette province de l'est canadien semble ravir tous les superlatifs.

Elle apparaît en effet comme la plus riche, la plus peuplée (1 /3 de la population totale du pays), la plus visitée, la plus cultivable à cause de ses terrains fertiles et la plus industrialisée, constituant le cœur industriel du pays tout entier. Ce n'est donc pas par hasard qu'elle abrite la capitale du Canada, Ottawa et la plus grande ville du pays, Toronto. Toronto possède ce qu'on appellerait en économie, un avantage comparatif : la primauté politique et la domination économique : la fabrication comme industrie principale, localisée particulièrement au Golden Horseshoe; des produits d'importance incluant notamment les automobiles, le fer, l'acier, les appareils électriques, la machinerie, les produits chimiques et le papier.

Taux de chômage : 7,1% en novembre 2008 contre 6,5% en octobre de la même année.

Principales villes: La province d'Ontario présente également bien d'atouts naturels. La ville de Toronto se révèle être un site favorable avec un port naturel ou encore une plaine argileuse. Elle a pu s'étendre jusqu'à Oshawa (à l'est), et au lac Simcoe (vers l'intérieur).

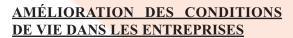
Il faut rappeler que la ville de Toronto signifie : le lieu de rencontre en amérindien. C'est significatif pour la ville qui



Les chutes du Niagara constituent un site exceptionnel de la province. Elles se situent à la frontière du Canada et des Etats-Unis en formant un lieu touristique sans précédent. C'est d'ailleurs au Niagara Falls que se vend le plus de pellicules au monde.

Taux d'activité : 67,9 % en novembre 2008 contre 68,2 % en octobre de la même année.

Revenu hebdomadaire moyen: 821,59 dollars canadiens soit environ 542,24 euros.



La nouvelle loi qui assure une meilleure protection des employés en Ontario

ette nouvelle loi sur les prêts sur salaire protégera mieux les consommateurs en exigeant que tous les prêteurs sur salaire détiennent un permis et en interdisant les pratiques de prêts à caractères litigieux. Cette loi a été d'ailleurs adoptée à l'unanimité par l'assemblée nationale.

Un conseil consultatif d'experts indépendants, des représentants du milieu des affaires et des défenseurs des consommateurs examinera les coûts afférents aux prêts sur salaire et recommanderont un plafond des coûts totaux d'emprunts.

Pour Ted Mcmeekin, ministre des services gouvernementaux et des services aux consom-

mateurs, « Cette nouvelle loi sur les prêts sur salaires est une autre mesure importante que le gouvernement Mcguinty a prise pour protéger les consommateurs ontariens ».

SECTEUR DU TRAVAIL

L'Ontario dispose environ de 29.000 entreprises francophones

'Ontario est l'une des provinces pourvoyeuses d'emploi au Canada. Elle représente à elle seule 40% des emplois et 42% de l'économie canadienne.

Ici, dans cette province, il y a 1,36 millions de personnes qui parlent le français et environ 29.000 entreprises francophones.

L'Ontario dispose d'un centre de jumelage virtuel, conçu pour faire connaître par les employeurs potentiels de ladite province des offres de services en vue de faciliter la recherche d'emploi.







Le Quebec

Superficie: 1.667.926 km2

Population: 7.744.530 habitants.

Caractéristique: La province du Québec est entourée par les Etats-Unis au sud, la province de l'Ontario à l'ouest et le territoire de Terre-Neuve à l'est. Le nord du Québec est occupé par une région bosselée bénéfique aux lacs et aux forêts. Cette région est appelé: bouclier Canadien, une montagne vielle de près de trois (03) milliards d'années Le Québec, la province la plus grande du Canada, est un vaste territoire (environ 2,8 fois la superficie de la France).

Elle dispose de plusieurs secteurs de croissance notamment les biotechnologies, la manufacture, le tourisme, les technologies appliquées. Le centre portuaire du Québec est le troisième en importance sur le plan national. L'économie du Québec a connu une saine croissance de 2,4 en 2007, stimulée par une activité intérieure dynamique.

Taux de chômage : 7,1% en novembre contre 7,2% en octobre 2008.

Principales villes: La province du Québec renferme une ville appelée Québec et en est la capitale. D'autres grandes villes la composent notamment Montréal, Chicoutimi, Rimouski, Gatineau, Hull, Laval, Sherbrooke, Trois-Rivières et Joliette.

Taux d'activité : 65,6 % en novembre 2008 contre 65,6 % le mois précédent de la même année.

Revenu hebdomadaire moyen: 750,59 dollars canadiens soit environ 495,38 euros

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS GÉNÉ-RALES QUÉBÉCOISE DE 2008

Le Parti Libéral obtient la majorité

es résultats des élections du 08 décembre 2008 dernier sont tombés. Le Parti Libéral vient en tête avec 66 députés élus, suivi du Parti Québécois en seconde position avec 51 députés. L' Action Démocratique du Québec obtient 07 députés sans oublier le parti Québec Solidaire qui s'en sort avec 01 député et le Parti Vert du Québec viendra en peloton de queue avec 0 députés. La 39eme législature vient ainsi confier une majorité des députés au Parti Libéral, minoritaire depuis la dernière élection.

Le Parti Québécois (51 députés) forme avec celui du Québec Solidaire (07 députés) l'opposition.

L'élection a été déclenché le 05 novembre 2008 lorsque le premier ministre du Québec jean Charest a demandé au lieutenant gouverneur Pierre Duschene de dissoudre le parlement et de convoquer des élections générales.

L'économie s'est rapidement imposée aux dif-

férents candidats en lice qui en ont fait leur thème de campagne.

CRISE FINANCIÈRE MONDIALE

Le Québec à l'abri de la récession en 2009

es acteurs du monde des affaires et des différents secteurs économiques du Québec pourront se frotter les mains. On annonce que cette province sera à l'abri de la récession en 2009. Selon les précisons de la Banque Nationale Desjardins, « Le Québec évitera une récession en 2009 ».

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Les ventes au détail ont augmenté

es données de Statistique Canada révèlent que « les ventes au détail ont augmenté de 2,3% en septembre pour atteindre 8,183 milliards de dollars ». Comparativement aux données de 2007, ces ventes ont connu une hausse de 8,9%.



Quebec

Secteur de l'emploi au Québec

- Selon statistique Canada, le nombre d'employé au Québec a augmenté de 0,1% en septembre pour atteindre 3,311 millions (par rapport à août/ désaisonnalisée). Le chiffre est à la hausse de 1,1% par rapport à 2007.
- Le gouvernement fédéral employait 1,2% de tous les travailleurs dans la région de Montréal lors du troisième trimestre, ce qui représentent 23.600 emplois.
- Le salaire hebdomadaire moyen au Québec a augmenté de 0,7% pour atteindre 739,05 dollars (par rapport à août/ désaisonnalisée). Le salaire moyen est à la hausse de 1,7% par rapport à 2007.

DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC

500 millions de dollars pour le démarrage de plusieurs entreprises

C'est le Parti québécois qui a proposé de

confier un fonds d'investissement de 500 millions de dollars à des décideurs locaux afin d'appuyer un vaste programme de démarrage d'entreprise.

Les activités du fonds d'investissement dureraient cinq ans et pourraient éventuellement être reconduites s'il y a lieu, selon des sources concordantes des autorités de la province.

D'importants investissements en vue dans les régions du Québec

- Ubisoft investira 450 millions de dollars d'ici à 2013 dans la région de Montréal (province du Québec) et créera 1.000 emplois additionnels, portant son effectif à 3 000 dans la même année.
- Eldos Interactive, un autre éditeur de jeux électroniques à Montréal, a annoncé un investissement de 50 millions de dollars. Les mêmes sources indiquent que cet important investissement permettra de créer 350 emplois sur trois ans.

Quelques données sur le taux d'embauche dans les régions de Montréal et de Outaouais

Région de Montréal (province du Québec)

Montréal, province Québécoise. Pour les quatre prochaines années, les prévisions de main-d'œuvre font état de 90.000 postes à pourvoir dans cette région en raison des besoins de remplacement. Plusieurs employeurs et économistes craignent des pénuries de main-d'œuvre. D'autres croient qu'il est possible que certains travailleurs reporteront à plus tard leur retraite, ou qu'ils continueront à travailler à temps partiel.

Vous avez ci-dessous certaines données sur les perspectives de la question de l'emploi horizon 2007-2011.





* Le second tableau concerne Outaouais, une autre région de la province du Québec. Cette région connaît la troisième plus forte croissance démographique parmi les régions du Québec, après Lanaudière et les Laurentides.

La région de Montréal		
Région	Région Montréal	Ensemble du Québec
Création d'emplois	71 900	245.800
Départs à la retraite	90.000	440.000
Taux de croissance		
Annuel de l'emploi	1,5 %	1,3%
Secteur tertiaire	1,7%	1,6%
Secteur secondaire	1,7%	1,6%
Secteur primaire	-0,7%	0,0 %
La région de Outaouais		
Région	Outaouais	Ensemble du Québec
	4.4.000	
Création d'emplois	14.000	245.800
Départs à la retraite	17.000	440.000
Taux de croissance		
Annuel de l'emploi	1,2 %	1,3%
Secteur tertiaire	1,7%	1,6%
Secteur secondaire	0,1%	0,3%
Secteur primaire	-0,7%	0,0 %
1	,	,



Provinces canadiennes

NOUVEAU-BRUNSWICK

Des investissements de classe mondiale pour un secteur éducatif plus performent

Anglophones comme francophones, les étudiants de la province du Nouveau-brunswick bénéficient de meilleurs cadres de formation de la part de leurs autorités. Tout récemment, plusieurs investissements de classe mondiale ont été consentis dans cette optique.

Aujourd'hui, dans ladite province, toutes les écoles publiques, sans exceptions, sont connectées à internet. Et les populations du Nouveau-Brunswick peuvent dorénavant recevoir aussi une éducation publique gratuite, en anglais comme en français de la maternelle (5ans) à la terminale (18 ans).

Les demandes d'immigration fortement encouragées

Le souci permanent de stimuler la capacité et de booster la diversité économique amène les autorités du Nouveau-Brunswick à encourager fortement la demande d'immigration. C'est dans ce sens qu'une entente sur les candidats de la province a été conclue avec le gouvernement canadien.

Il s'agit ici de faciliter l'immigration des personnes prêtes à faire profiter le Nouveau-Brunswick de leur expérience ou de leurs compétences.

TERRE-NEUVE -ET LABRADOR

*communauté francophone et autorités :

LA BONNE ENTENTE

A Terre-Neuve-et Labrador, la communauté francophone existante s'est réunie au sein d'un creuset bien organisé : Il s'agit de la fédération des francophones de terre-Neuve et du Labrador. Cette dernière travaille étroitement avec le gouvernement provincial pour améliorer les services de langues françaises dans les domaines de l'éducation, justice, développement de la petite enfance, le tourisme et la santé.

Selon les responsables de cette fédération, il s'agit de promouvoir la francophonie de terre-Neuve et Labrador ainsi que la facilitation de son développement. Toute chose qui devra améliorer les activités communautaires des immigrants de ladite province.

SOCIÉTÉ

La jeunesse francophone au cœur d'un réseau de développement

Le gouvernement provincial a injecté des ressources dans le réseau de développement économique et d'employabilité (RDEETNL) en vue de renforcer la culture francophone chez les jeunes.

Dénommé Place aux Jeunes Terre-Neuveet Labrador (PAJTNL), ce projet fait la promotion d'actualités sociales et économiques en français, en particulier dans le secteur de l'emploi, et encourage les jeunes de la péninsule de Port- au -Port à retourner pour s'y installer une fois leurs études postsecondaires terminées.





relatives aux programmes d'intégration

Intégration des immigrants au Canada

• Un programme de formation à l'intention des hygiénistes dentaires du Québec

Il s'agit de permettre aux dentistes formés à l'étranger d'acquérir les compétences manquantes et spécifiques à l'exercice de la profession en vue de leur admission à l'ordre.

L'Ordre des Hygiénistes dentaires du Québec, principal organisateur de ce programme de renforcement des capacités devra dans ce sens, élaborer un programme d'appoint.

La durée maximale du programme est de 12 mois et normalement offert sur deux sessions.

Ce programme de formation théorique et pratique sera offert pour la première fois au Collège de Maisonneuve à compter de l'hiver 2009.

Mieux, un cours de français spécialisé lié à l'exercice de la profession sera offert en complément et ceci, en collaboration avec le ministère.

• Deux programmes de renforcement des capacités pour les infirmiers et infirmières

C'est sous la direction du Comité d'Adaptation de la main-d'œuvre - personnes immigrantes - que les deux programmes ont été initiés à l'intention des infirmières et infirmiers formés à l'étranger. L'objectif visé ici est de permettre une certaine reconnaissance de l'équivalence de leur diplôme ou de leur formation.

Le premier programme est d'une durée de huit mois et porte sur la gérontologie, la santé mentale et l'intégration des connaissances en soins infirmiers. Le second est d'une durée d'environ 17 semaines. Elle vise strictement l'intégration des connaissances en soins infirmiers dans le contexte québécois et comprend un stage clinique supervisé

17 mois de formation pour l'admission des immigrants à l'ordre des pharmaciens du Québec

C'est un programme qui sera élaboré en partenariat avec l'université de Montréal. Etant du ressort exclusif de l'Ordre des pharmaciens du Québec, ce programme-cadre qui sera proposé également à l'Université de Laval, offrira le doctorat professionnel à compter de septembre 2009.

La formation permettra aux immigrants pharmaciens de faire l'acquisition des compétences manquantes en deux ans : 17 mois de théorie et de pratique, complétés par un stage d'internat d'un maximum de 4 mois. Des sources bien concordantes indiquent d'ailleurs que l'université de Montréal devra accueillir sa première cohorte de 25 candidats dès septembre 2010.

APRÈS LES DERNIÈRES ÉLECTIONS FÉDÉ-RALES D'OCTOBRE 2008 AU CANADA

Jayson Kenney, le nouveau ministre de l'immigration canadienne

Suite aux dernières élections à la Chambre des communes du Canada, le portefeuille du ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme a changé de main : Après l'honorable Diane Finley, c'est désormais Jason Kenney qui prend les rênes de cet important ministère.

Il a été nommé le 30 octobre 2008 pour conduire dorénavant la politique de l'immigration au Canada.

Jason Kenney est né en Ontario et a fait son enfance en Saskatchewan, où il a obtenu un diplôme au Collège Notre Dame avant de poursuivre ses études de premier cycle en philisophie à l'Institut Saint Ignace de l'Université de San Francisco.

Avant de se lancer en politique, Jason Kenney a été président-directeur –général de la Fédération canadienne des contribuables.

Depuis son entrée à la Chambres des communes en 1997, Kenney a joué un rôle non négligeable dans la vie politique de son pays.

Premier secrétaire parlementaire du premier ministre en 2006; secrétaire d'Etat en 2007, Jason Kenney a déjà présidé le sous-comité de la Chambre des Communes chargé des droits internationaux de la personne sans oublier, (il y a quelques années) sa part active dans l'animation de l'opposition politique canadienne.

Aujourd'hui, le nouveau patron du ministère de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme s'embarque dans une nouvelle expérience avec son pays.



Quoi de neufchezacces canada-

La firme "Accès Canada" dispose désormais d'un bureau virtuel

a firme d'immigration francophone au Canada, « Accès Canada » ne cesse jamais d'innover. Elle vient de mettre à la disposition de

ses clients un bureau virtuel. L'objectif poursuivi est d'améliorer ou de rendre plus performent les prestations en vue de faciliter leur immigration au Canada.

Le bureau virtuel d'« Accès Canada », permettra de servir les clients en ligne 7 jours sur 7.





Le prix des choses

Pour vos achats de téléviseurs à écran plat et de jouets pour la fête de noël

Vous avez ici une annonce qui vous présente les postes de téléviseurs et de jouets, gadgets pour la fête de noël.

Les postes de téléviseurs.

Produits	Prix
TELEVISIONS À ECRAN PLAT	
1- TVHD ACL à écran plat de 22 po de LG (22LG31)- Blanc.	349,99 dollars canadiens ou 230,99 Euros.
2- TVHD à écran ACL de 19 po d'Insignia (NS-LCD19-09 Ca).	199,99 dollars canadiens ou 131,99 euros
LES JOUETS ET GADGETS	
3- Hélicoptère téléguidé de Vigor	
Cet hélicoptère téléguidé est conçu pour être utilisé à l'intérieur et facile à piloter, utilisant une technologie de charge rapide.	29,95 dollars canadiens ou 19,76 euros
4-Voiture icar Escalade noire. La voiture icar noire est dotée de haut- parleur de haute qualité, de commandes de volume et d'une option de sourdine.	14,99 dollars canadiens ou 9,89 euros



TVHD ACL à écran plat de 22 po de LG (22LG31)- Blanc.



- TVHD à écran ACL de 19 po d'Insignia (NS-LCD19-09 Ca).



Hélicoptère téléguidé de Vigor

Cet hélicoptère téléguidé est conçu pour être utilisé à l'intérieur et facile à piloter, utilisant une technologie de charge rapide.



Voiture icar Escalade noire.

La voiture icar noire est dotée de haut-parleur de haute qualité, de commandes de volume et d'une option de sourdine. Congélateur horizontal de 5,3 pi 3 de Haier (HNCM053E)- Blanc



Des informations sur votre procédure en Cours

LES INSTRUCTIONS MINISTÉRIELLES FÉDÉRALES SONT ENFIN CONNUES

Cette section n'affecte que les candidats titulaires d'un dossier fédéral d'immigrant « travailleur qualifié ». Elle n'a aucun impact sur les candidats titulaires d'un dossier « Québec » ou encore d'un dossier d'affaires. Elle n'affecte pas non plus nos clients dont le dossier fédéral a été déposé avant le 27 février 2008, même si leur accusé de réception fédéral a été reçu après le 27 février 2008.

Donc, pour nos clients dont le dossier fédéral de travailleur qualifié a été déposé après le 27 février 2008, les instructions ministérielles fédérales sont enfin connues. Le ministre Kenney a émis la liste des professions en demande au Canada le 28 novembre dernier. Cette liste ne compte que 38 professions.

Suite à l'émission de cette liste, seuls les candidats titulaires d'une profession vraiment en demande au Canada pourront déposer une demande d'immigration. Cependant, il ne sera pas suffisant d'être titulaire d'une telle expérience (devant être obtenue impérativement au cours des dix dernières années). Il faudra aussi que le candidat boucle les 67 points du seuil de passage imposé dans la grille de sélection. Assurément, cette nouvelle liste restrictive va faire chuter le nombre de demande admissible. Cependant, l'objectif du ministre Kenney est de rattraper l'inventaire qui impose des délais allant jusqu'à 6 ans à certains candidats du globe. Le Canada a accumulé un inventaire de 900 000 personnes ayant déposé un dossier dans la sous-catégorie des immigrants économiques « travailleurs ». Depuis le 27 février 2008, le ministre fédéral de l'immigration avait avisé les candidats qu'une liste des professions prioritaires se préparaient.

Lorsque la nouvelle a été annoncée, il y a des dossiers qui n'ont pu être déposé, soit qu'ils étaient en préparation ou encore parce que nos clients n'avaient pas encore soumis leurs documents. Ces dossiers seront réévalués et nos clients seront contactés.

Pour les dossiers de nos clients déposés entre le 27 février 2008 et le 28 novembre 2008, nous allons attendre de voir si le gouvernement du Canada va les renvoyer ou les garder en sa possession, mais les traiter plus lentement. Le gouvernement a cependant promis que tous les dossiers non traités (et donc renvoyés au candidat) recevront un remboursement des frais gouvernementaux versés. Dans l'intervalle, nous patientons.

Le but du ministre est de traiter toutes les demandes reçues après le 28 novembre 2008 de façon prioritaire (donc dans l'année du dépôt). Un projet pilote de traitement centralisé des dossiers a même été institué à cet effet. Nous félicitons cette initiative, car elle va offrir ce que nous avons toujours sollicité (sans jamais l'obtenir) des autorités québécoises de l'immigration (lire à ce sujet la section « causes défendues par Me Guerrero devant les tribunaux canadiens», à savoir un traitement centralisé des demandes, où chaque candidat verra son dossier être traité sur la base du principe du « premier arrivé – premier servi » toute nationalité confondue.

Durant l'année qui vient de s'écouler, les missions canadiennes à l'étranger avait reçu instructions de faire un « blitz » de traitement des anciens dossiers, afin de vérifier auprès des candidats s'ils étaient toujours intéressés par une demande d'immigration. Nous avions d'ailleurs reçu plusieurs demandes de mise à jour. En fonction de l'inventaire restant, du nombre de demandes déposées en 2008 et du nombre qui sera déposé suite aux instructions du 28 novembre 2008, le ministre évaluera le moment où ses instructions pourront être assouplies. Le but recherché est que les candidats désireux de s'établir au Canada puisse entrer au pays rapidement.



L'intention est bonne, même si les moyens sont drastiques. Nous en saurons plus au cours des prochains mois et nous vous mettrons régulièrement au courant des nouvelles à ce sujet par l'intermédiaire de notre journal Accès Canada News.

Au moins, maintenant, nous en avons le cœur net et nous connaissons la liste des professions dites « prioritaires », liste qui a mis 9 mois à être connue.

COMPTE-RENDU DES CAUSES DÉFENDUES PAR ME GUERRERO DEVANT LES TRIBUNAUX CANADIENS

Comme vous le savez, des causes importantes, concernant des clients de la firme Accès Canada, sont défendues par Me Sophie Patricia Guerrero devant les tribunaux canadiens. Ces causes traitent de deux sujets délicats:

Le premier est celui des délais de traitement et de l'implication de ces délais face au nonrespect de la date de dépôt des demandes de certificat de sélection à l'égard des changements de liste (actuellement, la liste des domaines de formation). Lorsque les listes changent, les dossiers échouent, puisque la date de dépôt du dossier n'est pas prise en considération. Cette façon de faire est très injuste, puisque les délais ne sont pas uniformes en fonction de tous les candidats du globe. Par exemple, comment comparer un candidat dont les délais de traitement sont de 27 mois avec un candidat dont les délais de traitement sont de 3 mois. Lorsque la liste change après, par exemple, 12 mois, le candidat desservi plus rapidement n'est pas du tout affecté, alors que l'autre en souffre de plein fouet, bien qu'il n'ait aucune responsabilité vis-à-vis des délais de traitement que lui impose le ministère.

« Si tous les êtres humains sont égaux devant la loi, alors ils tous droit à la même qualité de service » pense Me Guerrero.

Ainsi, Me Guerrero se bat depuis 6 ans pour que l'ensemble des candidats à l'immigration, peu importe leur nationalité, reçoivent un service de qualité identique. Cependant, si le ministère est incapable d'offrir des délais identiques à l'ensemble de ses candidats, alors que ces derniers n'en souffrent pas et que la date de dépôt des dossiers soit cristallisée de sorte qu'au moins les modifications réglementaires subséquentes au dépôt des dossiers ne les affectent pas pour autant.

Alors que les tribunaux fédéraux (l'ensemble des provinces du Canada, à l'exception du Québec) ont imposé au ministre de l'immigration fédéral le respect de la date de dépôt à des fins d'équité procédurale, les tribunaux québécois ont rejeté le recours de Me Guerrero et se sont dissociés du droit canadien tant en première instance qu'en appel alléguant le pouvoir discrétionnaire du ministre québécois de l'immigration et le fait que la mesure était nécessaire pour le bien du Québec.

Me Guerrero, appuyée par ses clients, a décidé de porter la cause en Cour suprême du Canada en ultime recours. Cependant, la Cour suprême, qui est le dernier tribunal d'appel au Canada, n'accepte de se saisir que d'une cause sur 10. Cette Cour, chargée de créer le droit, ne se penche que sur les cas dont la révision va permettre de régler des questions de droit en suspend.

"Je vais aller jusqu'au bout, parce que je le dois à mes clients. Je pense que ce que le Québec fait est mal et tant qu'il y a un dernier recours à saisir, je dois le saisir ».

La seconde cause, toute aussi cruciale, est celle dite de la « CNSS » ou de « l'expérience de travail non déclarée ».

"L'imposition de cette exigence par l'intermédiaire d'une directive a fait énormément de mal et continue de faire énormément de mal ».

Malgré le rapport précis de l'Organisation Internationale du Travail sur la question du travail informel, rapport élaboré avec la participation du Canada, les tribunaux de première instance et d'appel se sont encore une fois rangés du côté du ministre québécois de l'immigration. Pourtant, non seulement l'exigence ne figure pas dans le règlement, mais en plus, elle touche de façon plus ciblée les femmes, les jeunes et les minorités visibles.»



« Ce n'est pas le fait que l'employeur paie des cotisations sociales pour son employé qui crée le lien d'emploi, mais simplement la relation employeur-employé. Le ministre refuse d'examiner toute autre preuve qui ferait état de la véracité du lien d'emploi. Je vois l'impact que cette directive a sur les candidats africains et forcément, j'en suis affectée. Pour cette cause aussi, le recours a été porté auprès de la Cour suprême du Canada. Mes clients sont d'accord pour aller jusqu'au bout et il est donc important de le faire. Au moins, nous en aurons le cœur net et nous saurons aue nous nous sommes battus. Cette cause soulève, tout comme l'autre d'ailleurs, des questions de droit importantes. Il faut garder espoir. Nous venons de fêter le 60ième anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme après tout!>>

La Cour suprême devrait rendre une décision sur les demandes d'autorisation vers le mois d'avril ou de mai. Évidemment, nous vous aviserons des développements dans nos prochains journaux Accès Canada News. D'ici là, nous souhaitons bonne chance à Me Guerrero et nous soulignons le courage des clients d'Accès Canada dont Me Guerrero a pris la défense.

LE MINISTRE KENNEY MAINTIENT LES OBJECTIFS D'IMMIGRATION POUR LE CANADA EN 2009

Nous avons reçu plusieurs messages à notre service satisfaction clientèle de clients inquiets de savoir si la crise économique mondiale aura des effets sur les plans des gouvernements fédéral et québécois en matière d'immigration. La réponse est non. Le ministre Kenney s'exprime ainsi.

« En période d'incertitude économique, la migration de travailleurs hautement qualifiés favorise l'innovation et la croissance économique, ce qui rend notre pays plus concurrentiel sur le plan économique. »

Le Canada n'ira pas dans le sens du Royaume-Uni ou de l'Australie qui ont choisi de réduire le nombre d'immigrants à accueillir sur leur territoire en 2009. Le Canada maintiendra les niveaux attendus. Le Canada s'apprête à recevoir 156 600 immigrants dans la catégorie de l'immigration économique, 71 000 dans la catégorie du regroupement familial et 37 400 dans la catégorie de l'immigration pour des motifs d'ordre humanitaire, donc une fourchette allant de 240 000 à 265 000 immigrants toutes catégories confondues, ce qui est conforme aux objectifs de l'année 2008.

LE QUÉBEC MAINTIENT ÉGALEMENT SES OBJECTIFS PRÉVISIONNELS

Dans son plan stratégique déposé à l'Assemblée Nationale du Québec le 30 octobre 2008, la ministre James maintient des objectifs de 47 400 à 50 000 personnes. Il n'y a donc pas de changement.

LES MISSIONS D'ENTREVUES POUR 2009 (CALENDRIER DU QUÉBEC)

Le calendrier des missions d'entrevues pour 2009 n'a toujours pas été publié. Cependant, nous savons déjà (pour avoir reçu certaines convocations) qu'il y aura une mission d'entrevues au Maroc en février et une autre en Tunisie durant la même période.

Il y aura également une mission en février à Yaoundé au Cameroun.

Pour nos clients tunisiens/algériens, les délais sont maintenus à 30 mois, puisque les candidats convoqués aux mois de février/mars 2009 ont vu leur dossier être déposé entre les mois d'août et novembre 2006.

Pour nos clients marocains, les délais demeurent de 27 mois. À part de rares exceptions, les candidats ayant déposé leur dossier entre octobre et décembre 2006 seront convoqués en entrevue durant les mois de février et mars 2009.



Pour nos clients Camerounais, nous félicitons notre tout premier client desservi par le bureau Accès Canada ouvert cette année à Douala qui a reçu une acceptation sans entrevue de sélection. Notre client se reconnaîtra! Bravo à lui et nous souhaitons le même succès à l'ensemble de nos clients. Nos clients convoqués en entrevue en février 2009 ont déposé leur dossier en mai et juin 2008. Les délais d'attente sont donc de l'ordre de 8 mois.

Pour nos clients Abidjanais, la dernière mission a englobé des clients ayant déposé leur dossier entre les mois de septembre à janvier 2008. Les délais sont donc plus longs et aucune mission n'est encore planifiée pour le début de l'année 2009.

Pour nos clients Sénégalais, la dernière mission a permis de faire un bon rattrapage qui a couvert les années 2005 (dossiers en retard), 2006 et 2007 et le début de 2008. Cependant, comme aucune mission n'est attendue au début de l'année 2008, les délais planifiés demeurent de 12 mois.

Pour nos clients desservis par le bureau du Bénin ou du Burkina Faso, nous n'avons encore aucune statistique à vous offrir, nos bureaux étant encore très récents. Cependant, cela arrivera bientôt. Nous y travaillons!

Pour nos clients Roumains, les délais sont excellents et sont de l'ordre de 3 à 4 mois.

Pour nos clients Français, les délais sont excellents (comme toujours) et tournent aux environs de 3 à 4 mois.

Pour nos clients étudiants ou travailleurs au Québec ou encore résidant aux Etats-Unis ou dans le reste du Canada:

Les délais sont aussi excellents (entre 4 à 6 mois);

Les délais fédéraux :

Le programme fédéral étant en mutation, nous attendrons les prochaines statistiques de traitement (moyenne des dossiers traités durant les mois de janvier à mars 2009) pour vous offrir des statistiques internes fiables.

Les délais des trousses fédérales :

Les délais se maintiennent et il n'y a rien de neuf à signaler. Cependant, la baisse de volumes des dossiers des candidats « travailleurs qualifiés » fédéraux devraient permettre une accélération des délais des trousses fédérales.

Nous avons eu un petit boom d'émission de visas au Sénégal, mais les délais des trousses fédérales de nos clients desservis par le SVC Abidjan continuent de dépasser 12 mois pour nombre de dossiers.

LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTU-RELLES (QUÉBEC) TIENDRA UNE MISSION D'ENTREVUES À CASABLANCA

AVIS À NOS CLIENTS MAROCAINS! Vous avez bien lu. La ville fixée pour les entrevues de sélection ne sera plus Rabat, mais Casablanca jusqu'à nouvel ordre. Cela facilitera la vie à plusieurs de nos clients originaires de Casablanca et des environs.

LES PHILIPPINS SONT LES PRE-MIERS IMMIGRANTS EN TERME DE NOMBRE AU CANADA EN 2007

Pour la toute première fois, les Philippins sont arrivés en tête de liste des immigrants reçus au Canada, délogeant ainsi la Chine, pays régulièrement en tête de liste au cours des dernières années. L'immigration en provenance d'Inde a aussi décliné en raison du boom économique que connaît tant l'Inde que la Chine.